

Assassinat de Samuel Paty: le directeur du *Journal de Saint-Denis* démissionne, dénonçant une «censure interne»

Yann Lalande a provoqué une bronca dans sa rédaction après un éditorial sur l'assassinat de Samuel Paty, dans lequel il dénonçait «l'esprit munichois» face à la montée de l'islamisme.

Par **Luc Lenoir**

Publié il y a 2 heures, mis à jour il y a 57 min



Saint-Denis. Christophe ARCHAMBAULT / AFP

Directeur de la rédaction du *Journal de Saint-Denis* depuis 2017, Yann Lalande a indiqué qu'il quitterait son poste à partir de décembre, dénonçant la «gauche identitaire» et le manque de soutien d'une partie

de la rédaction sur les sujets liés à l'islamisme, comme le rapporte Marianne ce jeudi.

Le *Journal de Saint-Denis*, fondé en 1992, est une publication gratuite appartenant à une association, et consacré principalement aux actualités de la ville de Saint-Denis. Son financement est majoritairement municipal, mais selon une habitante citée par Marianne, l'arrivée de Yann Lalande à la tête du quotidien avait permis d'aborder de nouveaux sujets «*comme la propreté et l'insécurité dans la ville*», et de prendre de la distance avec le discours de la mairie (PC jusqu'en 2020, PS désormais).

Un éditorial sur «l'esprit munichois» combattu en interne

Un incident avec la rédaction serait survenu dans les jours suivant l'assassinat de Samuel Paty, le 16 octobre dernier. À son retour de congés, Yann Lalande aurait désapprouvé le traitement minimaliste de l'affaire, et les choix éditoriaux faits en son absence. Le 28 octobre, le directeur aurait proposé un éditorial à sa rédaction pour revenir sur le sujet. Ayant pour titre «*De l'esprit munichois* », le texte qualifie l'islamisme de «*projet fascisant*» mais précise que «*dans leur grande majorité les musulmans de Saint-Denis et d'ailleurs pratiquent leur religion dans le respect des lois. Il n'y a donc aucune raison de craindre l'amalgame*» ajoute-t-il notamment.

Malgré cet équilibre, le texte aurait amené certains journalistes à s'opposer de façon virulente à Yann Lalande, entendant donner à l'attentat un caractère de «*fait divers*» et reprochant à l'auteur de ne pas parler de «*l'islamophobie*». «*J'ai l'impression d'entendre un va-t-en-guerre qui au nom de la République appelle à la vengeance* », aurait lancé un des

opposants à l'éditorial, toujours selon l'hebdomadaire *Marianne*. Le reste de la rédaction se serait partagé entre des défenseurs du texte, et des partisans d'une certaine forme d'attentisme.

Un autre épisode aurait ensuite heurté le chef de rédaction. *Le Figaro* publiait en effet le 29 octobre dernier un article évoquant les menaces subies par un commerçant dyonisien qui avait affiché des dessins de Charlie Hebdo en devanture de son magasin. Ayant contacté le commerçant, Yann Lalande aurait appris qu'un de ses journalistes était au courant de l'affaire mais avait préféré la taire.

Une gauche «*identitaire et victimaire*»

Autant de passes d'armes et d'incidents qui auront eu raison de la patience du journaliste, qui a annoncé dans son éditorial personnel du 12 novembre sa démission, évoquant une «*différence profonde de perception de la société française [s'étant] déjà fait jour à plusieurs reprises au sein de la rédaction du JSD*». «*Le paradoxe de l'époque fait qu'au JSD sur certains sujets, la censure ne vient pas de l'extérieur mais de l'intérieur. Elle est le fait de cette gauche qui passe son temps à dire ce qu'il ne faut pas faire, ou ce qu'il ne faut pas dire plutôt qu'agir. Cette gauche et sa collection de “cheveux à couper en quatre”, minée par son individualisme forcené. Cette gauche qui vole de chapelle identitaire en chapelle victimaire, sans pouvoir ne plus rien assumer d'autre discours collectif que le “nous sommes tous différents”. Cette gauche enfin qui essentialise chacun et chacune*», détaille le journaliste pour expliquer les raisons de son départ. Et souligne qu'il préfère partir plutôt que «*licencier des gens qui ne pensent pas comme moi*».

D'autres collaborateurs ont également annoncé cesser leur participation au titre, comme Benoît Lagarrigue. Yann Mambert, photographe du quotidien, a pour sa part regretté la décision de son supérieur, et estimé

que ce dernier gardait le soutien de «60 % de la rédaction».

À VOIR AUSSI – «À travers Samuel Paty, ce sont tous les enseignants qui sont visés», déclare Sophie de Tarlé